

Le marathon de l'Eurogroupe accouche d'une réforme a minima de la zone euro

■ Les discussions sur la création d'un budget de la zone avancent à pas lents.

La fatigue le cédait à la satisfaction, mardi vers 8 h 45, quand le président de l'Eurogroupe, Mario Centeno, a annoncé à la presse que la réunion des ministres des Finances de l'Union avait accouché d'un plan pour renforcer la zone euro. *"Nous l'avons fait. Après plusieurs mois d'intenses négociations et une réunion très longue et très dure, nous avons élaboré un plan global pour renforcer l'euro. Un plan qui est approuvé par tous"*, s'est félicité le Portugais. À y regarder de plus près, c'est d'un compromis a minima, qui laisse plusieurs questions en suspens, qu'a accouché la réunion de l'Eurogroupe "plus" (à vingt-sept), qui s'est étalée pendant dix-huit heures. Le résultat des débats sera soumis aux leaders de l'Union lors du sommet européen de la mi-décembre.

1 Peu d'ambition pour le budget de la zone euro

Si les discussions se sont éternisées, c'est en raison des divergences de vue sur l'opportunité de créer un budget spécifique de la zone euro, une proposition poussée par le président français Emmanuel Macron et (avec un peu moins de vigueur) par la chance-

lière allemande Angela Merkel. À quoi servirait ce budget ? Dans l'esprit de la Commission, de Paris et de Berlin, il serait utilisé pour favoriser la compétitivité et la convergence des économies de la zone euro, mais aussi comme instrument de stabilisation pour les États de l'Union confrontés à un choc économique imprévu. Pour ce qui est des deux premiers volets, les travaux vont se poursuivre, et le montant qui

leur sera alloué sera défini lors des discussions sur le budget européen 2021-2027.

En revanche, pour la stabilisation, c'est l'impasse. Le communiqué de la réunion précise que le sujet a fait l'objet d'une discussion, mais que les ministres n'ont pas pu dégager *"un point de vue commun sur la nécessité et le design"* d'une telle fonction du budget de la zone euro. Les pays du Sud y sont favorables, au contraire de ceux du Nord, rassemblés au sein de l'informelle "Ligue hanséatique" (dont ne font partie ni la Belgique ni l'Allemagne). Le Français Bruno Le Maire a eu beau déclarer que les Vingt-sept avaient *"franchi une étape importante"*, au final, ce sont les résistances des membres de la Ligue, portées par le ministre néerlandais des Finances, Wopke Hoekstra, qui l'ont emporté. Le commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre Moscovici, préfère cependant voir le verre à moitié plein : *"L'un dans l'autre, la voie vers un budget de la zone euro est ouverte. Pas encore pavée, mais ouverte."*

2 Un rôle étendu pour le fonds de secours de la zone euro

C'est la principale décision prise lors de la réunion. Les Vingt-sept se sont mis d'accord pour étendre les missions du Mécanisme européen de stabilité (MES), le fonds de secours de la zone euro. Il a été convenu que le MES pourrait apporter un soutien aux pays croulant sous le poids d'une lourde dette publique, mais à une double condition : a) que la dette soit soutenable ; b) que ces pays respectent scrupuleusement les objectifs fixés en matière de réduction de leur dette. Par ailleurs, le MES se verra confier le rôle de prêteur en dernier ressort des banques en difficulté.

3 L'accord sur la garantie de dépôt se fait attendre

Les Européens n'ont, en revanche, toujours pas mis la dernière pièce qui doit compléter l'union bancaire : le dossier de la garantie européenne des dépôts est toujours en jachère, en raison des réticences allemandes, notamment. Le président Centeno a annoncé la création d'un groupe de haut niveau pour travailler sur la question lors du prochain semestre. *"Je rappelle souvent qu'il a fallu huit ans aux États-Unis pour mettre en place une garantie de dépôt. Je pense que nous mettrons moins de temps que ça"*, a assuré le Portugais.

OleB

"La voie vers un budget de la zone euro est ouverte. Pas encore pavée, mais ouverte."

Pierre Moscovici

Le commissaire européen en charge des Affaires économiques préfère voir le verre à moitié plein, malgré les réticences de pays du Nord.